

LE COMTE CZERNIN CONTINUE A PARLER. — ON SURSEOIT A L'EXÉCUTION DE BOLO

# EXCELSIOR

9<sup>e</sup> Année. — N° 2.702. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON.

Mardi

9

AVRIL  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X<sup>e</sup>)  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>is</sup> des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88  
« PIERRE LAFITTE, FONDATEUR »

## L'ÉTROITE LIAISON FRANCO-BRITANNIQUE SUR LE FRONT



L'ARRIVÉE D'UN RÉGIMENT ANGLAIS DANS UN CANTONNEMENT DÉJÀ OCCUPÉ EN PARTIE PAR LES FRANÇAIS



UN CONVOI ANGLAIS ET UN CONVOI FRANÇAIS DE RAVITAILLEMENT CHEMINENT ET SE CROISENT DANS UN VILLAGE DU FRONT

La coopération de l'armée britannique et des armées françaises est aussi étroite que possible sur le front où, dans un effort héroïque, les troupes alliées s'opposent aux progrès de la formidable ruée allemande. C'est une véritable fraternité d'armes qui

régit sur ce territoire sacré que défendent, contre l'invasion de la force brutale, les soldats du Droit. Il n'y a plus là ni Anglais, ni Français; c'est une seule armée qui manœuvre avec méthode et qui se bat magnifiquement : l'armée de la Liberté.

Ayuntamiento de Madrid



# L'EMPEREUR CHARLES I<sup>er</sup> A RECONNU NOS DROITS SUR L'ALSACE-LORRAINE

M. CLEMENCEAU L'AFFIRME CATÉGORIQUEMENT

C'est en réponse à une nouvelle note officielle du comte Czernin que le président du Conseil français a fait cette révélation sensationnelle.



Comte MENSENDORFF-POUILLY

Général SMUTS

Par la nouvelle note qu'il a publiée hier, le comte Czernin s'est attiré une réplique foudroyante de M. Clemenceau. Ce n'est pas seulement parce que ce dernier l'a convaincu une fois de plus de déformation de la vérité, c'est parce qu'une révélation, qui peut avoir des conséquences illimitées, a été jetée dans le monde.

Nous avons appris qu'il y a un an, par une lettre écrite de sa main, l'empereur d'Autriche avait reconnu la légitimité des prétentions françaises sur l'Alsace-Lorraine, et en portant ce témoignage il était d'accord avec son ministre Czernin. Or, si nos droits étaient indiscutables en 1917, comment pourraient-ils être discutés en 1918 ? C'est là une question qui se pose aux gouvernants de l'Autriche, et à laquelle il ne leur sera pas aisé de répondre.

Nous pouvons nous attendre, au surplus, à ce que la presse allemande se déchaîne contre le brillant second, coupable d'avoir admis explicitement la révision du traité de Francfort.

## CE QUE DIT LE COMTE CZERNIN

BALE, 8 avril. — On mande de Vienne, 6 avril, qu'en réponse à la note de la présidence du Conseil français au sujet des conversations du comte Revertera et du commandant Armand, publiée par l'agence Havas, et des déclarations de M. Painlevé dans l'Humanité, une note déclare :

En opposition avec la première et courtoise déclaration de M. Clemenceau, qui reprochait au comte Czernin d'avoir menti, on voit avec satisfaction, dans le communiqué français de la présidence du Conseil du 6 avril, l'aveu que les conversations entre les deux hommes de confiance des gouvernements d'Autriche-Hongrie et de France sur la question de la paix ont eu lieu, mais l'exposé fait par M. Clemenceau sur le commencement et le cours de ces négociations, de même que les déclarations de M. Painlevé dans l'Humanité sur le même sujet, diffèrent sur des points nombreux.

En juillet 1917, le comte Revertera fut invité, par l'intermédiaire d'un neutre, au nom du gouvernement français, à faire savoir qu'il serait en mesure de prendre connaissance des ouvertures de ce gouvernement à celui d'Autriche-Hongrie.

Lorsque le comte Revertera, après avoir eu l'autorisation, eut répondu affirmativement, en juillet 1917, le comte Armand, son parent éloigné, arriva le 7 août 1917 chez lui, à Fribourg. Au nom du président du Conseil d'alors, M. Ribot, le commandant Armand demanda alors au comte Revertera si des conversations seraient possibles.

L'initiative de cette prise de contact vint donc du côté français. Le comte Revertera fut au ministère des Affaires étrangères austro-hongrois un rapport sur cette question posée sur l'ordre du gouvernement français. Le ministre lui demanda d'entrer en conversation avec l'homme de confiance français et de constater, au cours de ces conversations, si par là on ne pourrait pas créer des bases pour amener la paix.

Le comte Revertera entra ensuite, le 22 et le 23 août 1917, avec le commandant Armand, en pourparlers, qui, cependant, comme M. Clemenceau le dit justement, ne donnèrent aucun résultat.

Quand M. Clemenceau prétend que les négociations du comte Revertera et du commandant Armand étaient en cours lors de son entrée en fonctions, cela est inexact. Ce n'est qu'en janvier 1918 que le commandant Armand, cette fois sur l'ordre de M. Clemenceau, prit de nouveau contact avec le comte Revertera.

De ce nouveau contact sortirent les négociations connues par le communiqué officiel du 4 avril 1918. Il est exact que le comte Revertera remit à cette occasion, au commandant Armand, l'annotation dont M. Clemenceau cite seulement la première phrase et qui confirme que le comte Revertera,

des faits, il en est réduit à soutenir que le commandant Armand était l'homme de confiance de M. Clemenceau. Or, jusqu'à cet incident, M. Clemenceau n'avait vu cet officier du bureau de renseignements qu'une fois, au manège Fillis, pendant cinq minutes, il y a quinze ou vingt ans.

Enfin, M. le comte Czernin a pour dernière ressource de dire que la démarche qu'il impute à M. Clemenceau est sans importance.

L'important en l'espèce, affirme-t-il, n'est pas tant de savoir qui prit l'initiative des conversations avant le commencement de l'offensive de l'Ouest, mais qui les fit échouer. Or, M. Clemenceau, jusqu'ici, ne nie pas qu'il refusa d'entrer en négociations sur la base de la renonciation au retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

L'important en l'espèce, affirme-t-il, n'est pas tant de savoir qui prit l'initiative des conversations avant le commencement de l'offensive de l'Ouest, mais qui les fit échouer. Or, M. Clemenceau, jusqu'ici, ne nie pas qu'il refusa d'entrer en négociations sur la base de la renonciation au retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

Qui donc aurait cru qu'il fût besoin de M. le comte Revertera pour élucider dans l'esprit du comte Czernin une question sur laquelle l'empereur d'Autriche avait lui-même prononcé le dernier mot ? Car c'est bien l'empereur Charles qui, dans une lettre du mois de mars 1917, a de sa main consigné son adhésion à « justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ».

Une seconde lettre impériale constate que l'empereur était d'accord avec son ministre.

Il ne restait plus à M. le comte Czernin qu'à recevoir son propre démenti.

## CONTRE LES BOMBARDEMENTS

# LA PROTECTION DE PARIS

Des "saucisses" dans le ciel parisien. Le guetteur du front et les sirènes. Nous envoient-ils un nouveau canon monstre ?

Excelsior, le 4 avril, après avoir rappelé qu'à Dunkerque et à Nancy les habitants sont prévenus par un guetteur du front de tous les départs des canons à longue portée tirant dans la direction de ces villes, demandait pourquoi Paris ne serait pas protégé de cette même façon. Aussi, sur cette question dont nul ne saurait contester l'urgence, avons-nous tant et recueilli l'avis d'une personnalité compétente.

C'est au directeur d'un de nos laboratoires nationaux, bien connu pour les multiples inventions dont, depuis le début de la guerre, a bénéficié l'existence de nos chers soldats, que nous nous sommes adressés.

Il n'y a pas de doute possible, nous a-t-il déclaré sans hésiter : ce qui est pratiqué à Nancy et à Dunkerque peut l'être à Paris. Ce n'est pas un problème à résoudre ; il suffit de l'application à ce cas spécial de principes scientifiques maintes fois expérimentés. Qu'il s'agisse de 30, de 44 ou de 120 kilomètres, peu importe : simple question d'organisation et de relais.

Au poste d'écoute le plus rapproché de l'endroit où a été repéré le canon, il suffit de placer un guetteur qui sache discerner le coup de départ. Celui-ci lance immédiatement un appel en appuyant sur une manette. Il fait ainsi automatiquement se déclencher à Paris un appareil amplificateur qui actionne lui-même, automatiquement et instantanément, des appareils avertisseurs : disques, sonneries, lampes, etc. Il va sans dire que de puissantes sirènes, placées à poste fixe, pourraient être directement mises en action par le même procédé.

Combien de temps avant l'arrivée du projectile, les Parisiens pourraient-ils être avertis ?

Admettez que le projectile mette trois minutes pour parcourir 120 kilomètres : il ne faudrait pas plus d'une minute pour que les sirènes fixes, directement actionnées, se fissent entendre. Les habitants disposeraient donc de deux minutes au moins pour se mettre à l'abri. — E. CH.

## Un nouveau canon monstre

AMSTERDAM, 8 avril. — Les Nouvelles de Maestricht disent qu'un autre canon du type utilisé contre Paris est passé à Visé (Belgique), lundi dernier 1<sup>er</sup> avril. Il était transporté par cinq trucs.

Le canon a de 20 à 25 mètres de longueur, tandis que son calibre est d'environ 20 à 25 centimètres.

## Des saucisses sur Paris

Les noctambules pourront être surpris : qu'ils ne soient pas inquiets ! Des saucisses veillent sur le sommeil de la cité. Ce sont, pour être plus précis, des ballonnets reliés par des fils métalliques, et on peut les apercevoir, sous la lune, quand celle-ci veut bien se montrer.

Des essais ? Sans doute. Mais on a des raisons de croire qu'ils seront concluants, ce nouveau système de protection ayant déjà fait ses preuves ailleurs qu'à Paris... N'en disons pas plus long.

## Guillaume II inaugura lui-même le canon monstre

AMSTERDAM, 8 avril. — M. Karl Rosner, correspondant de guerre, écrivant dans le Lokalanzeiger, dit que le kaiser a fait l'inspection, le 23 mars, du canon à longue portée qui bombarde Paris.

Ce canon a plutôt l'apparence d'une énorme grue grise que d'un canon réel. Le projectile met exactement 183 secondes pour atteindre son but (Paris).

[Rappelons que le bombardement de Paris par le canon monstre commença à sept heures du matin le samedi 23 mars.]

## Attaques allemandes contre le président Wilson

Une note officielle de Berlin rend le chef d'Etat américain responsable de la continuation de la guerre.

BALE, 8 avril. — Une note officielle de Berlin, au sujet du discours du président Wilson, dit qu'il renverse complètement les faits historiques. Tout le monde sait que la lutte actuelle à l'ouest est due à la volonté de l'Entente de continuer la guerre. L'Allemagne avait dit d'une façon très claire qu'elle était prête à entrer en négociations. M. Wilson aurait dû, s'il était sincère, agir sur ses alliés.

L'Allemagne ne se pliera jamais aux exigences de ses ennemis. Le discours Wilson est la meilleure propagande pour l'emprunt de guerre allemand, car il montre ce que la défaite signifierait pour l'Allemagne.

## L'offensive serait proche sur le front italien

Trois groupes d'armées se massent sous le commandement du maréchal Conrad von Hotzendorff.

LONDRES, 8 avril. — Le correspondant du Daily Telegraph sur le front italien signale que les Autrichiens ont terminé leurs préparatifs d'offensive. Trois groupes d'armées, sous le commandement du maréchal Conrad von Hotzendorff, se massent entre la vallée de la Giudicaria et le mont Grappa. De nombreuses divisions de réserve sont massées derrière les premières lignes de concentration.

Les Autrichiens ont amené à pied d'œuvre beaucoup plus d'artillerie qu'ils ne pourront en utiliser dans les passages des montagnes, déjà encombrés par tout le matériel ramené du front russe.

C'est au conseil de la Couronne, qui doit se réunir à Vienne cette semaine, que sera décidé quand commenceront les opérations, l'offensive restant d'ailleurs subordonnée aux conditions météorologiques et à la fonte des neiges.

SITUATIONS Brochure envoyée franco PIGIER, 53, rue de Rivoli, Paris

# LE PELOTON D'EXÉCUTION DE BOLO ÉTAIT COMMANDÉ POUR HIER MATIN

AU DERNIER MOMENT IL Y A EU CONTRE-ORDRE

M<sup>re</sup> Albert Salle ayant affirmé que le condamné avait des révélations à faire, le lieutenant Jousselin a été commis pour entendre Bolo.

Paul BOLO C<sup>ee</sup> BOUCHARDON L<sup>r</sup> JOUSSELIN L<sup>r</sup> MORNET M<sup>re</sup> Albert SALLE

Nous avons vu l'avocat du condamné après sa suprême démarche à l'Élysée : il n'était pas sans espoir. Quant à Bolo, au contraire, il ne conservait aucune illusion sur l'accueil qui devait être réservé à sa demande. Malgré les paroles de son défenseur, il exprima cette conviction à ceux qui l'approchèrent ce jour-là : gardiens et visiteurs. Il avait, au surplus, le calme et le désintéressement, semble-t-il, dont il ne s'est pas départi depuis que le conseil de guerre a rendu son verdict.

Cependant le pourvoi ayant été rejeté, des ordres furent donnés à Vincennes, et l'on pouvait croire, en effet, que l'exécution aurait lieu hier matin. Le peloton était prêt à sortir du fort, le personnel de la police était à son poste. L'heure passa.

Qu'était-il arrivé ? Ceci : l'avocat du condamné à mort avait brusquement fait connaître que son client était en mesure d'ajouter de nouvelles déclarations à celles qui avaient été enregistrées au cours des audiences du conseil de guerre. Le capitaine Bouchardon avait donc pris, dans la nuit, la décision d'attendre Bolo.

L'après-midi, la note suivante, communiquée à la presse par la présidence du Conseil, porta à la connaissance du public que l'affaire Bolo venait de rebondir sur un nouveau coup de théâtre, et que le gouverneur militaire de Paris avait donné l'ordre de surseoir à l'exécution :

Dans la journée d'hier dimanche, M<sup>re</sup> Albert Salle, avocat de Bolo, a fait connaître officiellement au sous-secrétaire d'Etat de la Justice militaire que son client avait des déclarations à faire à la justice.

En conséquence, le sous-secrétaire Jousselin, substitut du rapporteur près le cinquième conseil de guerre, s'est immédiatement transporté à la prison de la Santé, accompagné d'un greffier, qui a reçu les déclarations du condamné à mort et en a dressé procès-verbal.

Le procès-verbal a été communiqué au capitaine Bouchardon, rapporteur près le troisième conseil de guerre. Ce magistrat a estimé que les déclarations faites par Bolo, intéressant des informations en cours, rendaient des vérifications nécessaires.

Il a adressé au général Dubail, gouverneur militaire de Paris, un rapport suivi de conclusions conformes au commissaire du gouvernement Mornet, tendant à ce qu'il soit, pour le moment, sursis à l'exécution de la sentence. Ce sursis a été ordonné.

Le recours en grâce présenté dimanche par M<sup>re</sup> Albert Salle au président de la République avait été rédigé par Bolo dans les termes suivants :

Paris, le 6 avril 1918.

Monsieur le président,

Non seulement je suis innocent du crime pour lequel on m'a condamné, mais je n'ai jamais fait que rendre service à mon pays.

Je ne crois donc pas devoir accepter une exécution injuste ni paraître accepter en omettant un moyen quelconque d'en éviter l'accomplissement.

C'est pourquoi je fais appel à votre pouvoir souverain pour que cette injustice ne soit pas commise.

Quoi qu'il en soit, M<sup>re</sup> Albert Salle estime qu'en raison de la situation créée par les révélations de son client la question de l'exécution immédiate ne se pose plus.

Celle-ci, nous a-t-il déclaré, ne pourrait avoir lieu... si elle a lieu, que dans quelques jours, et, d'ici là, il faut s'attendre à des surprises.

Attendons.

## L'affaire Bolo devant la justice

On se souvient que les débuts de cette affaire remontent aux premiers jours de février 1917. C'est à cette époque que le capitaine Bouchardon, agissant comme rapporteur près le 3<sup>e</sup> conseil de guerre, ouvrait contre lui une instruction pour « intelligences avec l'ennemi ».

Le 29 septembre, Bolo fut arrêté au Grand Hôtel, Malade, il fut transporté à l'infirmerie de la prison de Fresnes. Trois jours avant d'être parvenu en France les câblogrammes d'Amérique donnaient des précisions sur son rôle qui, jusque là, était resté mystérieux et obscur.

Bolo subit son dernier interrogatoire le 23 décembre. Le procès débuta le 5 février. Neuf jours après, Bolo était condamné à mort à l'unanimité du conseil de guerre qui l'avait jugé.

## Les révélations

Quelles peuvent être les révélations faites par Bolo ? C'est la question que chacun se pose au Palais. L'ajournement de l'exécution était interprété comme une indication que les premières déclarations de Bolo avaient retenu l'attention des magistrats et qu'il y avait pour la justice intérêt à les connaître et à les vérifier.

Ce que l'on peut dire, à l'heure actuelle, c'est que Bolo n'a, jusqu'à présent, pas directement parlé de son procès. Il s'est borné à fournir des renseignements sur les « instructions en cours », selon la formule du communiqué. Il s'agit des instructions, ou-

## Les vérifications

Les magistrats du 3<sup>e</sup> conseil de guerre ont décidé de vérifier, dans le plus bref délai, les déclarations consignées dans les procès-verbaux.

Certaines vérifications ont pu être accomplies dès hier.

## A la Santé

Le lieutenant Jousselin, qui avait été délégué dès dimanche par le capitaine Bouchardon pour aller recueillir, à la Santé, les premières déclarations de Bolo, s'est de nouveau rendu, hier après-midi, dans la cellule du condamné pour continuer son audition. Arrivé à la prison à trois heures, le magistrat y est resté jusqu'à sept heures. Il est aussitôt revenu au Palais pour communiquer au capitaine Bouchardon et au lieutenant Mornet le procès-verbal dressé par le greffier.

## La durée du sursis

En dépit de toutes les diligences, les réponses attendues ne pourront parvenir à la justice avant deux jours. Ce n'est qu'à l'expiration de ce délai qu'une décision sera prise en ce qui concerne les suites à donner à cet incident.

## Un cas sans précédent

Nous avons demandé à une personnalité qui fait autorité en droit criminel son avis sur la situation créée par le sursis mis à l'exécution.

— C'est un fait sans précédent dans les annales judiciaires, nous a-t-elle répondu. Il est d'usage de recueillir les déclarations de tout condamné qui manifeste le désir de faire des révélations. Il en est dressé procès-verbal dans la forme ordinaire par un greffier, mais, quelle que soit la révélation apportée, elle n'arrête pas le cours de la justice, en l'espèce l'exécution.

— Nous nous trouvons donc en présence d'un cas nouveau auquel seront appliqués les principes du droit, abstraction faite du sursis mis à l'exécution. Les révélations apportées vont être vérifiées par tous les moyens dont dispose la justice : audition de témoins, confrontations, commissions rogatoires, perquisitions, le cas échéant. De deux choses l'une : ou bien on se trouvera en présence d'affirmations fantaisistes sans autre but que de servir d'expédient pour reculer l'heure du châtiment, ou bien les allégations apparaîtront fondées, appuyées de témoignages ou de documents.

— Dans le premier cas, le cours de la justice n'aura fait que marquer un court temps d'arrêt, et l'exécution suivra la fin de l'enquête. Dans l'autre cas, l'enquête continuera, et le condamné pourra même comparaître à nouveau devant la justice, soit qu'il y ait un fait nouveau en sa faveur, soit qu'une nouvelle inculpation comme auteur principal ou complice pèse sur lui pour des faits sans connexion avec ceux qui ont motivé sa première condamnation. Il peut, d'ailleurs, être appelé comme témoin, mais il n'est pas admis à prêter serment. Il est entendu à titre de renseignements.

## Chez Mgr Bolo

Chez Mgr Bolo, où nous nous sommes présentés, la consigne est formelle : — Mgr Bolo est absent, nous est-il répondu.

Et, comme nous insistons, on nous oppose cette déclaration définitive : — Mgr Bolo est peut-être chez lui, c'est possible... Quoi qu'il en soit, il n'est visible pour qui que ce soit...

## Chez M<sup>re</sup> Bolo

Une femme de chambre nous accueille. Sur notre désir d'être reçu par sa maîtresse, elle nous prie d'attendre quelques instants.

Dans le silence impressionnant qui règne dans l'appartement, nous percevons des bruits de portes ouvertes puis refermées.

Trois minutes s'écoulent, et nous entendons revenir vers nous, à pas feutrés, celle que nous avons priée de nous annoncer auprès de Mme Bolo.

— Madame, nous dit la femme de chambre, est avec une amie très intime qui ne l'a pas quittée durant ces jours d'épreuve. Madame regrette... mais elle ne veut recevoir personne... personne.



## SAGESSE ?...

Trois amies, lors d'une alerte, étaient au théâtre. Au son de la sirène, elles se regardèrent avec l'air prudent et inquiet de bourgeois sages qui craignent pour leur robe neuve, sans rien dire. Puis deux se levèrent et tendirent la main à la troisième qui restait assise :

— Au revoir, ma chère. Vous restez ?  
— Oui. Moi, pendant ces affaires-là, pourvu qu'on ne me fasse pas bouger, c'est tout ce que je demande. Vous partez ?

— Oh ! moi, dit l'une, je vais dans la cave à côté. Moi, pourvu que j'aie une bonne cave, je ne réclame rien à personne.

— Moi, dit l'autre, il faut que je sois dehors pendant les alertes, parce que sans ça je crois que j'étoufferais et que la maison va me tomber dessus.

— Bon. Alors, à demain ? On va ensemble voir Henriette ?

— Oui, oui, c'est convenu. A cinq heures ?

— Si nous sommes encore de ce monde. Bien entendu. A demain.

Je m'étonnai, non pas que ces trois amies cherchassent le salut par des voies diverses, mais qu'aucune des trois ne tentât de catéchiser les deux autres. Et je pris en considération leur sagesse — ou leur folie — qui leur assurait, à défaut d'un abri, la paix de l'esprit.

Instinct de nous serrer en troupes, besoin de parler pendant l'épouvante, tyrannie amicale et vanité de convaincre, nous trouverons là des sources qui nous versent, au moment du danger, un réconfort illusoire et un désordre moral certain. Et j'aimerais bien que ces grandes heures, sombres visent se lever, parmi des hautes incandescences, moins de pasteurs improvisés. C'est qu'ils ont parfois, ces conducteurs d'âmes et de corps, une poigne assez rude :

— Allons, allons, pas d'enfantillage ! Vous descendrez avec moi à la cave, vous me suivrez sous la voûte du métro. Je me considère comme responsable de votre vie !

Qui les investit ? Leur révélation est soudaine. Des silences deviennent bavards, des modestes tranchent, et voici le temps de me souvenir qu'en septembre 1914 je vis débarquer chez moi, à sept heures du matin, un vieil ami charmant, modeste entre tous, qui vivait entre les beaux livres, les papillons rares, les porcelaines de Chine. Je reconnus à peine cet ermite aimable dans l'apôtre, rugue et résolu, qui sonnait à ma porte :

— Partez ! ordonna-t-il.

— Quoi ?

— Partez ! Paris, empoisonné d'aviatiks, n'est plus tenable. J'ai le devoir de vous écarter du but le plus visé par les Allemands : Paris. Le meilleur train, pour Saint-Malo, est celui de 7 h. 45 du matin... Je vais de ce pas chez votre amie Mme de P... la prévenir que je vous ai convaincu, et qu'elle ait à préparer son bagage pour demain matin... Le mien sera à la consigne cet après-midi. Train de 7 h. 45, n'oubliez pas !

S'embarqua-t-il, le lendemain ? Je ne m'en souviens pas. Le frappant est que cet homme, qui plaisait en grisaille délicate, ne valait rien en eau-forte et nous choqua, Mme de P... et moi, comme si nous l'avions surpris au bain.

Pourtant il est heureux, il est nécessaire, me dit-on, qu'un plus fort du désarroi ceux-ci décident, qui demeurent en pleine possession de leur sang-froid, et que ceux-là obtiennent ?... D'abord il n'est pas sûr que les gens lucides, quand le temps presse, utilisent justement leur sang-froid au bénéfice de la collectivité. Tandis que les autres... Dans quelle bonne comédie Labiche nous montre-t-il un Perichon quelconque, blême et forcené, qui jette la panique en clamant : « Du calme ! Ne nous affolons pas ! Du calme ! »

En définitive... Je n'ai rien de définitif à proposer. Je retarde seulement l'instant d'avouer la défiance obscure, et peu honorable, que m'inspire, au frôler des catastrophes, la chance du voisin. Voisin, mon semblable, mon frère, je me crois bien capable, si je te vois dans l'eau, de m'y jeter pour te sauver. Mais je manque de foi dans le conseil que je te pourrais donner et dans celui que tu m'offres au moment où le ciel à l'air de se rompre en éclats sur nos têtes. Je souffre de scrupule à l'idée de poser ma main sur ton épaule et de te pousser vers ce que j'ignore. Je n'aime pas non plus penser que vous pourriez être, ta sollicitude et toi, les grains de sable qui enrayent ma route...

Le matin du vendredi saint, Mme G... téléphona à Mlle S... :

— Venez avec moi entendre Ténèbres à l'église de mon quartier.

— Pourquoi ? Vous habitez loin, et ma paroisse est aussi bonne.

— Non, je vous en prie, venez avec moi !

— Ce serait avec plaisir, ma chère, mais je dispose de peu de temps et les taxis sont rares. J'entendrai Ténèbres à deux pas d'ici.

— Oh ! que vous n'êtes pas gentille ! Adieu, je boude !

L'heure de l'office vint, et l'obus allemand aussi, qui écrasa l'église et tant de fidèles, et consterna la paroisse de Mme G... Celle-ci fut sauvée. Mais que fut-il advenu de Mlle S... si...

Arrêtons-nous au seuil de l'illimité et insipide domaine des suppositions. Et souvenons-nous, pour rassurer ceux qui nient que : « Tout le malheur de l'homme vient de ce qu'il n'a pas su rester tranquille dans sa chambre », qu'une autre grande parole affirme : « Si tu vas où tu veux, tu mourras où tu dois. »

COLETTE.

5 HEURES  
DU  
MATIN

## DERNIÈRE HEURE

5 HEURES  
DU  
MATIN

## LA "DEUTSCHE BANK" A PETROGRAD

Les commerçants et industriels russes ont été avisés officiellement de son installation.

Moscou, 8 avril. — On annonce que les groupes commerçants et industriels ont été avisés officiellement de l'installation prochaine, dans la capitale russe, de différentes succursales de divers établissements financiers allemands, dont la Deutsche Bank.

En présence de cette information, on se demande par quel procédé les maximalistes parviendront à concilier, aux yeux de l'opinion, le principe de la nationalité des banques, qu'ils ont proclamé et appliqué, avec l'autorisation qu'ils viennent d'accorder aux établissements financiers allemands.

Le gouvernement roumain n'aurait pas renoncé à la Bessarabie

BALE, 8 avril. — Un télégramme de Berlin du 6 avril dit qu'il est inexact que le conflit russo-roumain se soit terminé par l'engagement, de la part de la Roumanie, d'évacuer la Bessarabie dans un délai de deux mois.

Il n'y a pas eu de traité entre la Russie et la Roumanie. Le gouvernement roumain n'a vraisemblablement pas, au sujet de la Bessarabie, les intentions qu'on lui a attribuées.

Sous-marin allemand échoué en vue du Danemark

COPENHAGUE, 6 avril (retardée en transmission). — Un sous-marin allemand s'est échoué jeudi soir près de Middelfart, à 135 mètres du rivage. Pendant la journée d'hier, trente hommes de l'équipage firent de vains efforts pour le renflouer en vidant le réservoir d'huile.

Les habitants de Middelfart recueillirent l'huile qui flottait sur l'eau pour l'employer dans leurs lampes.

Hier soir, le sous-marin fut remis à flot par un croiseur, et un remorqueur allemands ayant que le délai de 24 heures fut écoulé. (Havas.)

Les sauf-conduits

La préfecture de police vient de codifier toutes les instructions données au sujet de la circulation dans la zone des armées.

La circulation en auto

Voici quelles sont les principales dispositions arrêtées :

Seine et Seine-et-Oise. — Le préfet de police est compétent pour délivrer les sauf-conduits, jusqu'à la limite du chemin de fer de Grande Ceinture. Pour aller au delà de cette limite, munis de cette pièce, les Français devront se rendre au service de la circulation, 31, boulevard des Invalides, et les étrangers, au service de la circulation, 11, rue Saint-Guillaume.

Seine-et-Marne et tous autres départements de la zone des armées. — Les sauf-conduits seront délivrés aux Français et aux étrangers par le service de la circulation, 11, rue Saint-Guillaume.

Zone de l'intérieur. — Pour les Français et étrangers se rendant dans une localité de l'intérieur, mais devant transiter par les départements compris dans la zone des armées, le préfet de police est compétent pour délivrer les sauf-conduits sans intervention de l'autorité militaire.

Les autos-légers sont autorisés à circuler dans le département de la Seine sans sauf-conduit.

Les autres moyens de circulation

Au point de vue de la circulation par tous moyens autres que l'automobile, les départements de la Seine et Seine-et-Oise sont provisoirement considérés comme n'en formant qu'un seul. En conséquence, les citoyens français pourront y circuler en étant simplement porteurs de pièces d'identité ; les étrangers devront être munis de leur carte d'identité ou du récépissé de leur demande de carte.

Les départements de l'Eure, de l'Yonne, de la Côte-d'Or, les arrondissements de Melun, Fontainebleau, Beaune et Pontarlier appartiennent à la zone non réservée des armées ; il est nécessaire d'avoir un sauf-conduit du commissaire de police ou du maire de la résidence.

Les demandes de sauf-conduits sont reçues par les commissaires de police pour les arrondissements de Meaux, Provins, Coulommiers et les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Oise, rattachés à la zone réservée des armées.

NOUVELLES BRÈVES

Expériences de tir. — Le ministère de l'Armement annonce, pour cet après-midi, des expériences aux champs de tir de Blanc-Mesnil, Bonnières et Gonesse ; d'assez fortes détonations ne doivent pas inquiéter les populations avoisinantes.

Le choléra en Espagne. — Quelques cas suspects, signalés à Carthagène, font craindre le choléra.

## LES COMMUNIQUES OFFICIELS

## Front français

14 HEURES. — La nuit a été marquée par des actions d'artillerie violentes, notamment sur la rive gauche de l'Oise. Nos reconnaissances se sont montrées actives et ont ramené des prisonniers.

Sur la rive gauche de la Meuse et en Argonne, des coups de main ennemis ont échoué. Nuit calme partout ailleurs.

23 HEURES. — Au cours de la journée, la pression de l'ennemi s'est poursuivie au nord de l'Ailette, dans la région de la basse forêt de Coucy.

Des éléments avancés de nos troupes ont résisté et ralenti la marche de l'ennemi, très supérieur en nombre, en lui infligeant de fortes pertes.

Sur le front de la Somme et entre Montdidier et Noyon, on ne signale aucune action d'infanterie. Les deux artilleries ont manifesté une vive activité.

Dans les Vosges, un coup de main ennemi a échoué au nord de la Tête de Faux.

Canonade intermittente sur le reste du front.

## Front britannique

13 HEURES. — Au cours de la nuit, nous avons légèrement avancé notre ligne sur la rive sud de la Somme, à l'est de Vaire-

## LA LUTTE D'ARTILLERIE S'ÉTEND DE PART ET D'AUTRE SUR LE FRONT

Avant de tenter d'enfoncer davantage la pointe de son saillant vers l'ouest, l'ennemi cherche à élargir sa base pour moins s'exposer.

Nos troupes, le long de l'Ailette, ont poursuivi leur mouvement de repli en défendant le terrain pied à pied.

La lutte d'artillerie a augmenté de violence et s'est étendue de part et d'autre du front de combat : au nord, jusqu'à la région d'Armentières ; au sud-est, jusqu'à celle de Coucy-le-Château. Il est assez naturel en effet que l'ennemi, avant de tenter d'enfoncer davantage la pointe de son saillant vers l'ouest, cherche à élargir la base, de manière à l'exposer moins aux attaques de flanc.

Mais les positions de nos alliés au nord d'Arras sont très fortes depuis qu'ils ont délogé les Allemands, l'été dernier, des collines de Vimy. Les nôtres, appuyées sur les hauteurs boisées qui bordent la rive gauche de l'Ailette et le canal de l'Oise, ne le sont pas moins et se prêtent admirablement à la défense.

Il faudra donc que l'ennemi engage des forces considérables dans l'une et l'autre direction, s'il veut obtenir un résultat qui, d'ailleurs, ne serait que secondaire, l'attaque principale ayant toujours pour direction l'ouest, pour objectif Amiens.

Ainsi l'opération conçue par le commandement allemand, qui devait aboutir à une victoire décisive et prompt, devient de jour en jour, par la seule force de notre résistance, et sans même qu'il nous ait été nécessaire de passer à la contre-offensive, plus complexe et plus difficile.

Dans la journée d'hier, nos troupes ont continué de se replier le long de l'Ailette, en défendant le terrain pied à pied contre un ennemi très supérieur en nombre.

Jean VILLARS.

## L'ENNEMI PRÉPARE UN NOUVEL EFFORT

LONDRES, 8 avril. — Le correspondant de l'Agence Reuter au front britannique dit qu'un relèvement divers indices de la préparation de l'ennemi d'une nouvelle attaque sur une grande échelle.

Les combats locaux livrés par les Allemands au nord de la Somme paraissent avoir eu pour but l'occupation d'une base en vue de cette attaque. Mais, jusqu'à présent, toutes les tentatives ennemies pour améliorer ses positions ont échoué avec de lourdes pertes.

ROME, 8 avril. — Le Corriere d'Italia apprend, de source allemande, qu'une grande activité se poursuit en vue de réorganiser les effectifs des troupes opérant en France. Le grand-duc de Brunswick a reçu l'ordre d'envoyer tout ce dont il dispose en infanterie. Mêmes instructions ont été données au grand-duc de Hesse.

Les chemins de fer allemands n'acceptent plus de voyageurs civils qu'à titre tout à fait exceptionnel.

"LA SITUATION DEVIENT PLUS FAVORABLE", DIT LE COMMUNIQUE AMÉRICAIN

NEW-YORK, 7 avril. — La revue hebdomadaire du département de la Guerre écrit :

La situation générale stratégique et tactique des Alliés devient plus favorable. Au début de la troisième semaine de l'offensive allemande, nous trouvons l'ennemi encore bien loin d'avoir atteint ses objectifs principaux.

Il est maintenant évident que le haut commandement allemand se proposait d'écraser tout d'abord les Anglais et de couper en deux les forces anglo-françaises. L'ennemi s'attendait pleinement à obtenir une décision par les armes au cours d'une grande bataille. Le succès de ce plan dépendait de la réussite de la tentative faite pour rompre le front anglais et d'une avancée ultérieure si rapide que les réserves anglo-françaises n'eussent pu arriver à temps pour fermer la brèche de la ligne et rétablir l'ordre de bataille.

Le témoignage de prisonniers tend à confirmer que l'ennemi espérait gagner la ligne de la Somme, le soir du premier jour de l'offensive ; mais il dut employer dix jours pour traverser un terrain qu'il se proposait de parcourir en quarante-huit heures.

sous-Corbie. Au nord de la Somme, près de Neuville-Vitasse, nous avons fait quelques prisonniers et capturé une mitrailleuse.

L'activité de l'artillerie ennemie a grandi, pendant la nuit, sur tout le front de bataille britannique.

Le secteur compris entre Lens et le canal de la Bassée ainsi que la zone est d'Armentières ont été violemment bombardés par obus toxiques.

21 HEURES. — En dehors de l'activité de l'artillerie ennemie sur différentes parties du front de bataille et particulièrement dans le voisinage de Bucquoy, il n'y a rien d'intéressant à signaler.

## Front italien

Hier, sur l'ensemble du front, les deux artilleries ont exécuté des tirs de harcèlement intermittents et de peu d'intensité. Les éclaireurs ont été plus actifs à l'ouest du lac de Garde et dans le val Lagarina. Sur le plateau d'Asiago, des patrouilles anglaises ont attaqué en plusieurs points la ligne avancée ennemie, détruit la garnison d'un petit poste et ramené des prisonniers.

## Front de Macédoine

(7 avril). — Rencontres de patrouilles sur la Struma.

Actions d'artillerie, dans la vallée du Vardar, dans celle de la Cerna et au nord de Monastir.

Bombardements des cantonnements ennemis de Demir-Hissar par l'aviation anglaise.

## LES MESURES MILITAIRES DE L'ANGLETERRE

C'est aujourd'hui que M. Lloyd George les proposera à la Chambre des Communes.

Selon une dépêche particulière du Petit Parisien, c'est aujourd'hui que M. Lloyd George déposera à la Chambre des Communes le nouveau projet de loi militaire, comportant l'adoption de mesures ayant pour objet d'accroître immédiatement les réserves britanniques.

« Un usage constamment suivi dans le Royaume-Uni, dit notre confrère, voulait que le gouvernement prévint les Chambres vingt-quatre heures à l'avance de tout nouveau projet de loi, mais, cette fois, étant donnée la nécessité d'agir sans retard, non seulement le premier ministre s'excusera de ne pas rester fidèle à cette coutume, mais il priera encore le Parlement de discuter immédiatement, en première, seconde et troisième lectures, la législation, qu'il le pressera de sanctionner. »

« Certains bruits, ajoute le Petit Parisien, tendent à annoncer comme probable une demande de séance secrète formulée par plusieurs députés désireux d'obtenir des explications sur les événements militaires qui ont marqué le début de l'offensive allemande. »

« Rien, toutefois, ajoute notre confrère, ne permet d'affirmer qu'il en sera ainsi. »

## Si Bolo pacha avait parlé plus tôt...

Les révélations faites par Bolo sont-elles de nature à empêcher son exécution ?

Telle est la question posée par le Petit Parisien, qui doute que ces révélations puissent éviter au condamné le juste châtiment qui l'attend :

« L'article 108 du code pénal (de la révélation et de la non-révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat) et qui fait suite aux articles 75, 76, 77, 78 et 79, applicables en l'espèce, stipule, en effet, que :

« Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes et avant toutes poursuites commencées, auront les premiers donné au gouvernement ou aux autorités administratives ou de police judiciaire connaissance de ces complots ou crimes et de leurs auteurs ou complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices. »

Et notre confrère en conclut que les révélations de Bolo ont trop tardé puisque les « complices » ont été arrêtés avant son intervention.

## LA JOURNÉE AU PALAIS

## L'affaire Gaillaux

M. Gaillaux est resté, hier, de deux à cinq heures et demie, dans le cabinet du capitaine Bouchardon, pour prendre connaissance des documents contenus dans le dossier italien.

## L'affaire Suzy-Depsy

Le pharmacien Guiller, mari de Suzy Depsy, a été interrogé, hier après-midi, sur la nouvelle inculpation de commerce avec l'ennemi relevée contre lui. Suzy Depsy sera interrogée aujourd'hui.

## L'affaire Turmel

Le capitaine Mangin-Bocquel a transmis, hier, au gouvernement militaire de Paris, le dossier de l'affaire Turmel, qui comprend maintenant l'enquête faite en Suisse et en Italie par M. Debra.

LAIT CONCENTRÉ SUCRÉ et SANS SUCRE

**NESTLÉ**

En Vente partout LA MARQUE PRÉFÉRÉE

Blessés, Anémiques

retrouvent

**SANTÉ, VIGUEUR, FORCES** par l'emploi du

**VIN de VIAL** au Quina, Viande et Lacto-Phosphate de Chaux

Son heureuse composition en fait le plus puissant des fortifiants et le meilleur des toniques que doivent employer toutes personnes débilitées et affaiblies par les angoisses et les souffrances de l'heure présente.

DANS TOUTES LES PHARMACIES

ON DEMANDE dessinateur de mécanisme, que générale, et deux conducteurs de camions automobiles. S'adresser Papeterie de la Seine, à Nanterre (Seine).

AVENDRE 18 DOUBLES PORTES CAPITONNÉES avec leurs ferrures, en très bon état. Scribe : N. Segond, 20, rue d'Enghien, Paris.



